

## « One country, one government, one flag and soon one currency »

### Le franc CFA au Cameroun anglophone (1960-1963)

Robin Frisch

Citer cet article : Frisch Robin (2022), « "One country, one government, one flag and soon one currency". Le franc CFA au Cameroun anglophone (1960-1963) », *Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique*, Varia, en ligne. URL : <https://oap.unige.ch/journals/rhca/article/view/variafrisch>

Mise en ligne : novembre 2022

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2022.varia05>

#### Résumé

Cet article analyse la propagande monétaire au moment de l'introduction du franc CFA dans les régions anglophones du Cameroun en 1962. Le dispositif du franc CFA ainsi que l'iconographie monétaire constituent des enjeux importants dans l'invention de la nation camerounaise. La campagne de conversion monétaire reflète non seulement l'ambivalence de la nation et de la monnaie au Cameroun, mais également les spécificités de la monétisation coloniale dans la zone franc. Cet article met l'accent sur la monnaie comme instrument de légitimation politique et de construction d'une identité nationale. Pendant la réunification du Cameroun, le franc CFA est à la fois un instrument de pouvoir, mais aussi un objet de contestation. La politique nationaliste d'Ahmadou Ahidjo a été une politique coloniale française déguisée où l'iconographie du franc CFA servait à la fois d'outil diplomatique pour le gouvernement français, de mythe légitimateur pour Ahidjo, et d'objet de contestation pour les nationalismes anticoloniaux.

**Mots-clés** : franc CFA ; nationalisme ; Southern Cameroons ; réunification ; histoire visuelle

#### « One country, one government, one flag and soon one currency ». The CFA franc in the Anglophone Cameroun (1960-1963)

#### Abstract

This article analyses monetary propaganda during the introduction of the CFA franc in the Anglophone regions in Cameroun 1962. The dispositive of the CFA franc as well as the monetary iconography were important elements of the invention of the Cameroonian nation. The campaign of monetary conversion reflects not only the ambivalence of national unity and money, but also the specificities of colonial monetization in the franc zone. This article stresses currency as an instrument for political legitimation and construction of a national identity. During the reunification of Cameroun, the franc CFA was an instrument of power as well as an object of contestation. The nationalist policy of Ahmadou Ahidjo was a hidden French colonialism in which CFA franc iconography functioned as a diplomatic tool for the French government, a legitimizing myth for Ahidjo, but also as an object of contestation for anticolonial nationalisms.

**Keywords**: CFA franc; nationalism; Southern Cameroons; reunification; visual history



Le franc CFA est introduit en 1962 dans les provinces anglophones du Cameroun méridional. Après le référendum aux *Southern Cameroonians* pour le rattachement au Cameroun, le franc CFA devient la monnaie officielle de la Fédération réunifiée<sup>1</sup>. Jean-Pierre Hadengue, directeur de cabinet de la fameuse cellule Foccart<sup>2</sup>, s'en félicite alors :

L'utilisation de ces signes monétaires, qui pour l'essentiel ont des caractéristiques spécifiquement camerounaises, était un élément favorable pour la réussite de l'opération, la population ayant eu ainsi le sentiment qu'on mettait à sa disposition une monnaie nationale et que l'échange constituait une étape importante de la réunification<sup>3</sup>.

Le rapport entre la monnaie et la nation au moment de la construction de « l'unité nationale » sous le président Ahmadou Ahidjo est très ambivalent. L'unification du Cameroun se construit sous pavillon français et le Cameroun ne dispose pas de banque centrale qui lui soit propre. Dès 1955, une banque centrale « fédérale », l'Institut d'émission de l'Afrique équatoriale française, remplacée en 1959 par la Banque centrale des États de l'Afrique équatoriale et du Cameroun (BCEAEC), émet la monnaie au Cameroun<sup>4</sup>. Cette institution est placée sous tutelle de la Banque de France et a son siège à Paris. Pour Ahidjo ainsi que pour la France, la réunification est à la fois gage de stabilité et un enjeu de pouvoir pour maintenir une place prépondérante du Cameroun dans la zone franc<sup>5</sup>. La réunification du Cameroun s'inscrit dans une logique plus large d'harmonisation du marché camerounais et même de rattachement à la Communauté économique européenne (CEE)<sup>6</sup>. D'un point de vue géopolitique, l'intégration dans la zone franc consolide la domination française face aux ambitions britanniques en Afrique de l'Ouest. L'absorption des régions anglophones dans la Fédération camerounaise met fin à l'« *imperial preference* » pour le Cameroun occidental dans le Commonwealth.

Le politique au Cameroun est souvent étudié en questionnant « l'alliance hégémonique » ou encore la « néopatrimonialisation » du système. Bien que les chercheurs aient insisté sur le rôle des élites, le poids des entreprises étrangères ou la gouvernementalité de la répression, la sociologie politique s'est assez peu intéressée à la monnaie<sup>8</sup>. Cependant, la monnaie représente un objet de recherche révélateur à la fois pour l'histoire économique et l'histoire politique du Cameroun, car le franc CFA incarnait symboliquement et matériellement la continuité de la domination française. Cet article vise à contribuer à une analyse des symboles du nationalisme franco-camerounais à partir de sa monnaie. Le terme de la « collaboration franco-camerounaise »<sup>9</sup>

<sup>1\*</sup> Je remercie Hamissou Rhissa Achaffert, Enrique Martino, Wyatt Constantine, Romain Tiquet, Joël Glasman et Constantin Katsakioris pour leur soutien et les commentaires concernant cet article.

Sur l'introduction du franc CFA au Cameroun, voir Torrent Mélanie (2012), *Diplomacy and Nation-Building in Africa*, Bloomsbury Publishing, Franco-British relations and Cameroon at the End of Empire, p. 83. ; Migani Guia (2008), *La France et l'Afrique sub-saharienne, 1957-1963 : histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance*, Berne, Peter Lang, pp. 37-66 et pp. 140-160. Sur l'histoire de la zone franc, voir Feiertag Olivier (2020), « La zone franc de 1945 à nos jours : échapper au triangle d'incompatibilité de Mundell », *Revue française d'histoire économique*, 14(2), pp. 38-49 ; Fielding David (2005), *The Macroeconomics of Monetary Union : An Analysis of the CFA Franc Zone*, London, Routledge ; Hibou Béatrice (1995), « Politique économique de la France en zone franc », *Politique africaine*, 58, pp. 25-40 ; Julienne Robert (1988), *Vingt ans d'institutions monétaires ouest-africaines, 1955-1975 : mémoires*, Paris, L'Harmattan ; Pigeaud Fanny et Ndongo Samba Sylla (2018), *L'arme invisible de la Francafrique : Une histoire du franc CFA*, Paris, La Découverte ; Stasavage David (1995), *The political economy of monetary union evolution of the African Franc Zone, 1945-1994*, thèse non publiée, Cambridge, Harvard University ; Vinay Bernard (1988), *Zone franc et coopération monétaire*, Paris, Ministère de la Coopération.

<sup>2</sup> La cellule africaine de l'Élysée dirigée par Jacques Foccart.

<sup>3</sup> Archives nationales de France (désormais AN), Fonds Foccart, 5AG(F)/2878, Dossier : Problèmes monétaires, Note sur l'introduction du franc CFA au Cameroun occidental, mai 1962, p. 4

<sup>4</sup> Koukou Dominique (2008), *Monnaie africaine. La question de la zone Franc en Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan.

<sup>5</sup> En 1958, le franc de la « Coopération financière en Afrique » de la Communauté monétaire de l'Afrique centrale a été utilisé dans cinq pays : Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon et Tchad. Pour l'évolution de l'étendue des zones franc, voir Pigeaud Fanny et Ndongo Samba Sylla (2018), *L'arme invisible de la Francafrique : Une histoire du franc CFA*, Paris, La Découverte, pp. 12-37.

<sup>6</sup> Migani G., *La France et l'Afrique...*, *op. cit.*, p. 219.

<sup>7</sup> Torrent Mélanie (2012), *Diplomacy and Nation-Building...*, *op. cit.*, p. 83.

<sup>8</sup> Bayart Jean-François (1979), *L'État au Cameroun*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, pp. 95-138 ; Médard Jean-François (1977), « L'État sous-développé au Cameroun », *Année africaine*, pp. 35-84 ; Eboko Fred et Awondo Patrick (2018), « L'État stationnaire, entre chaos et renaissance », *Politique africaine*, 150(2), pp. 5-27 ; Machikou Nadine (2018) « Utopie et dystopie ambazoniennes : Dieu, les dieux et la crise anglophone au Cameroun », *Politique africaine*, 150(2), pp. 115-138 ; Orock Rogers et Geschiere Peter (2021), « Decolonization, Freemasonry and the rise of "homosexuality" as a public issue in Cameroon: The return of Dr Aujoulat », *African Affairs*, 120(478), pp. 26-56.

<sup>9</sup> Traduit par l'auteur, Terretta M., *Nation of Outlaws...*, *op. cit.*, p. 30.

permet de montrer que la construction de la nation camerounaise est intrinsèquement liée à la France. Dans le domaine monétaire, cela représentait non seulement une domination institutionnelle à travers des directeurs de services et experts financiers français, mais aussi une domination symbolique et iconographique, à travers les images mises en circulation sur les pièces et billets. Dans la lignée de Miles Larmer et Baz Lecocq, cet article discute ainsi les « *competing nationalisms* » en analysant la construction du nationalisme à travers le franc CFA au Cameroun<sup>10</sup>.

Ce texte s'appuie sur des dossiers du fonds Foccart et de la Banque de France<sup>11</sup>. Par ailleurs, l'utilisation de publications officielles de l'Union des populations du Cameroun (UPC), comme certaines lettres d'exilés, permet d'offrir un contrepoint critique<sup>12</sup>. Au moment de l'indépendance, le régime d'Ahidjo fait des nationalistes de l'UPC des personnes « hors la loi », comme l'a démontré Meredith Terretta<sup>13</sup>. Cette « *nation of outlaws* » avait des positions hétérogènes, voire divergentes, comme l'indique le conflit entre Félix-Roland Moumié, Ruben Um Nyobe et Jacques N'Gom par rapport à la mobilisation des travailleurs pour la révolution nationale<sup>14</sup>. Les positions sur l'économie et le nationalisme révolutionnaire de l'UPC ne sont pas faciles à reconstruire sur la base des archives étatiques. La critique la plus élaborée à la fois de l'impérialisme français et des implications économiques pour le développement national du Cameroun se trouve dans l'œuvre de l'économiste marxiste Osende Afana, qui donnait des cours d'économie au maquis<sup>15</sup>.

Peu d'études ont questionné la monnaie comme symbole de la nation ou vecteur identitaire. Eric Helleiner souligne que l'émergence des « monnaies territoriales », c'est-à-dire des monnaies nationales exclusives pour un territoire limité, est un processus récent depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>16</sup>. C'est dans ce cadre de la « territorialisation » que les gouvernements cherchent à utiliser la monnaie à des fins nationalistes. Durant la période de la décolonisation en Afrique, la création d'une monnaie nationale est conflictuelle et difficile à mettre en place. Harcourt Fuller a étudié la mise en scène de l'État-nation sur les nouvelles pièces *cedi* en 1957<sup>17</sup>. Sur la monnaie ghanéenne, le visage de la Reine d'Angleterre est alors remplacé par celui du nouveau président Kwame Nkrumah. Si ce nationalisme monétaire n'a cours que durant une brève période – la *Bank of Ghana* adoptant des images plus neutres, apolitiques et anhistoriques après le coup d'État de 1966 –, le cas ghanéen témoigne de l'enjeu important que constitue la monnaie dans la construction nationale. Contrairement au cas ghanéen, l'iconographie monétaire en zone franc est organisée depuis Paris. Néanmoins, le cas camerounais représente un cas à part, puisque la Banque centrale des États de l'Afrique équatoriale et du Cameroun émet des billets spéciaux dédiés à la nation camerounaise au début des années 1960.

Cet article questionne le signe monétaire comme instrument de légitimation politique et de construction d'une identité nationale. Dans la zone CFA, la relation entre monnaie et nationalisme ne va pas de soi. Il s'agit d'une union monétaire avec plusieurs États-nations et le franc CFA est une création coloniale. Au Cameroun, la fabrication du nationalisme à travers la monnaie, autant que par d'autres symboles comme la fête nationale ou le drapeau, s'avère problématique, puisque la nouvelle république n'est ni une zone politique unifiée ni un espace économique homogène. Jean-François Bayart a montré que la construction nationale est un « mythe légitimateur » inventé par les élites camerounaises profrançaises au moment de l'indépendance<sup>18</sup>.

<sup>10</sup> Larmer Miles et Baz Lecocq (2018), « Historicising nationalism in Africa », *Nations and Nationalism*, 24(4), pp. 893-917.

<sup>11</sup> AN, 5AG(F)/2878, Problèmes monétaires ; Banque de France (BdF), 1466200601 AR338, Cameroun, Relations financières avec la France. L'auteur est conscient des limites de cette perspective, basée sur ces sources françaises. Il y a d'autres fonds importants, notamment à la BEAC à Yaoundé et aux National Archives à Kew, qui mériteraient d'être explorés davantage.

<sup>12</sup> Um Nyobè Ruben (1984), *Le problème national kamerunais*, Paris, L'Harmattan ; Um Nyobè Ruben (1989), *Écrits sous maquis*, Paris, L'Harmattan ; Afana Osendé (1966), *L'économie de l'Ouest-africain, Perspectives de développement*, Paris, Maspero.

<sup>13</sup> Archives d'État de la Fédération de Russie (GARF), f.5451 (f. = fonds), op.45 (*opis* signifie inventaire), d.1543 (*delo* signifie dossier), l.93-97 (*list* signifie feuille). Notamment GARF, 9540 op.1 d.5, Rapport sur le colonialisme par Moumié Félix, 26 décembre 1957 ; GARF, 9540 op.1 d.120, Lettre Kingue Abel, 28 avril 1962.

Je remercie Constantin Katsakioris d'avoir partagé ces dossiers.

<sup>14</sup> Terretta Meredith (2013), *Nation of Outlaws, State of Violence: nationalism, grassfields tradition, and state building in Cameroon*, Athens, Ohio University Press.

<sup>15</sup> GARF, 5451 op.45 d.1459, l. Lettre de N'Gom à Grichine, 9 septembre 1959.

<sup>16</sup> Afana O., *L'économie de l'Ouest-africain...*, *op. cit.*

<sup>17</sup> Helleiner Eric (2018), *The making of national money, Territorial Currencies in Historical Perspective*, Ithaca, Cornell University Press.

<sup>18</sup> Fuller Harcourt (2014), *Building the Ghanaian Nation-State: Kwame Nkrumah's Symbolic Nationalism*, Cham, Springer ; Fuller Harcourt (2008), « Civitatis Ghaniensis Conditor: Kwame Nkrumah, symbolic nationalism and the iconography of Ghanaian money 1957–the Golden Jubilee », *Nations and Nationalism*, 14(3), pp. 520-541.

<sup>19</sup> Bayart J.-F., *L'État au Cameroun...*, *op. cit.*, p. 109

Néanmoins, la décolonisation est marquée à la fois par l'anticolonialisme de la « lutte populaire » des maquisards et par des élites « assimilationnistes » dans le Cameroun oriental<sup>19</sup>. D'un côté, les élites franco-camerounaises mettent en place un nationalisme conservateur, afin de préserver les intérêts économiques de la métropole ; ce nationalisme de « valets », comme il a été appelé par les militants de l'UPC, est personnifié par le premier président Ahidjo. Par ailleurs, le nationalisme de l'UPC, qui a été étudié comme nationalisme « anticolonial », « radical<sup>20</sup> » ou encore « villageois<sup>21</sup> », se trouve dans une phase de répression violente au début des années 1960. Dès le déclenchement de la guerre anticoloniale au sud du Cameroun, beaucoup de maquisards se réfugient et se regroupent dans les régions sous domination britannique. L'introduction du franc CFA dans ces régions s'opère donc en temps de guerre, même si le gouvernement français parle de « l'indépendance négociée<sup>22</sup> ». En octobre 1960, le leader de l'UPC Félix Roland Moumié est assassiné à Genève et l'armée française lance des attaques aériennes en pays bamiléké, provoquant des milliers de morts. Retracer l'histoire des résistances au franc CFA demande aussi de souligner la brutalité de la répression française au Cameroun. Dans ce cadre, la monnaie est à la fois un instrument de pouvoir, mais aussi un objet de contestation pour l'UPC, passé inaperçu pendant longtemps. La politique nationaliste d'Ahidjo fut une politique impériale française déguisée, où l'iconographie du franc CFA servait à la fois d'outil diplomatique pour le gouvernement français, de « mythe légitimateur » pour le gouvernement d'Ahidjo, mais également d'objet de contestation pour les nationalismes anticoloniaux.

Dans une première partie, cet article revient sur le contexte économique de la mise en place du franc CFA au Cameroun anglophone. La deuxième partie entreprend une sociologie politique de la monnaie, basée sur les nouvelles images imprimées sur les billets. La troisième partie se concentre sur la propagande du franc CFA, en particulier un prospectus diffusé en mars 1962 qui montre un « bon et mauvais » usage de la monnaie. Nous démontrons ainsi que ces visuels ne participaient pas seulement à la construction de sujets nationaux, mais servaient aussi la fabrication de ce qu'Achille Mbembe appelle la « vérité de l'État<sup>23</sup> », c'est-à-dire des discours d'oppression mensongers et conflictuels qui s'inscrivent dans le contexte du pouvoir postcolonial.

## Contexte économique de l'introduction du franc CFA au Cameroun

À la fin des années 1950, en pleine période de décolonisation, la zone franc fait l'objet de positionnements différents. Le gouvernement français veut préserver son droit d'intervention dans les opérations génératrices de l'émission monétaire et la distribution du crédit alors que le gouvernement camerounais opte pour la création d'une Banque du Cameroun, une banque centrale nationale. La souveraineté monétaire du Cameroun menace la stabilité de toute la zone franc, car le Cameroun est alors, économiquement, l'un des pays les plus importants pour la France. Il est aussi le pays le plus grand de l'union monétaire. Près de la moitié de la monnaie en circulation (45 % du total de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) est utilisée au Cameroun<sup>24</sup>. Ainsi, la sortie du Cameroun de la zone franc ou son « cloisonnement monétaire » à travers une monnaie nationale unique sont impensables pour les dirigeants français<sup>25</sup>. Après la sortie de la Guinée et du Mali, Charles de Gaulle souhaite une solution d'ensemble pour l'avenir de la zone franc. Entre novembre 1961 et mai 1962, l'enjeu que représente le passage du « territoire de la zone sterling [à] la zone franc<sup>26</sup> » préoccupe les services ministériels au Cameroun, en France, au Nigeria et en Grande-Bretagne.

Au moment de l'introduction du franc CFA, il y a un déséquilibre régional important. Avant comme après l'indépendance, les deux régions tirent les plus grands profits de la production agricole. Au Cameroun occidental, la production de *cash crops*, notamment du café et du cacao, destinée à l'exportation, est organisée

<sup>19</sup> Mbembe Achille (1996), *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun, 1920-1960 : Histoire des usages de la raison en colonie*, Paris, Karthala ; Deltombe Thomas, Domergue Manuel et Tatsitsa Jacob (2019), *Kamerun! : une guerre cachée aux origines de la Françafrique, 1948-1971*, Paris, La Découverte.

<sup>20</sup> Joseph Richard (1977), *Radical Nationalism in Cameroun: Social Origins of the UPC Rebellion*, Oxford, Clarendon Press.

<sup>21</sup> Terretta M., *Nation of Outlaws...*, *op. cit.*

<sup>22</sup> Deltombe T., Domergue M. et Tatsitsa J., *Kamerun! : une guerre cachée...*, *op. cit.*, p. 178.

<sup>23</sup> Mbembe Achille, cité dans Um Nyobè Ruben (1984), *Le problème national kamerounais*, Paris, L'Harmattan, p. 232.

<sup>24</sup> Rubin Neville (1971), *Cameroun, An African Federation*, New York, Praeger Publishers, p. 184.

<sup>25</sup> BdF, 1466200601 AR338, Cameroun, Relations financières avec la France, Note sur le « Régime monétaire du Cameroun après l'accession de ce pays à l'indépendance », août 1959.

<sup>26</sup> AN, 5AG(F)/2878, Problèmes monétaires, Télégramme Benard à Paris, 9 novembre 1961.

à travers de grandes plantations, telles que la Cameroon Development Corporation (CBC) qui est alors, avec plus de 20 000 employés, le plus grand employeur du pays. Malgré le coût élevé de l'intégration économique, le Cameroun est l'un des pays africains avec la plus forte croissance du PIB dans les années 1960<sup>27</sup>. Près de 70 % des importations et des exportations se réalisent avec la France et d'autres pays du Marché commun européen (République fédérale d'Allemagne, Italie, Belgique et Luxembourg). Malgré la réunification, le Royaume-Uni et la zone sterling assurent toujours 40 % des importations du Cameroun méridional en 1967<sup>28</sup>. Par ailleurs, la création d'une barrière douanière avec le Nigeria ainsi que le maintien d'une barrière douanière entre le Cameroun occidental et le Cameroun de l'Est ont un coût considérable pour le budget fédéral<sup>29</sup>. Le contrôle douanier à l'intérieur de la Fédération n'est supprimé qu'en 1966, lorsque les tarifs de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) sont appliqués aux deux régions. Osendé Afana décrit l'inégalité économique et infrastructurelle entre les deux régions ainsi :

Bien que le Cameroun occidental ait [en 1961] une population égale à 25 % de l'autre, ses exportations et son réseau routier représentent le 1/6, le nombre de salariés (environ 38 000), les 2/7, de ceux de l'autre partie<sup>30</sup>.

Dans les années 1960, l'économie de la Fédération est loin d'être intégrée et unifiée. Suite à l'introduction du franc CFA, il y a une hausse des prix des biens de consommation au Cameroun occidental<sup>31</sup>. Selon Neville Rubin et Victor Le Vine, le problème majeur pendant la réunification est l'inflation. La différence des prix, surtout pour les produits de première nécessité, atteint parfois les 100 %. Même les prix des produits locaux augmentent au Cameroun occidental, car ils sont ajustés aux prix plus élevés du Cameroun oriental<sup>32</sup>.

Les problèmes d'inégalités économiques et sociales s'aggravent au moment de l'introduction du franc CFA. Lors d'une rencontre préparatoire, le directeur de l'Office des changes M. Koulé remarque :

On avait pensé que la conversion des monnaies ne serait pas traduite par une augmentation du coût de la vie là-bas [au Cameroun méridional], mais de toute façon c'est ce qui va se passer<sup>33</sup>.

La campagne d'introduction est organisée par des économistes et des hommes politiques à Yaoundé ainsi qu'à Paris. Le gouvernement du Cameroun occidental est consulté à travers le conseiller technique de la Banque d'Angleterre, monsieur Kirbyshire<sup>34</sup>. L'exclusion des Ouest-Camerounais se manifeste aussi dans la « commission de l'introduction du franc CFA », où il n'y a aucun membre du Cameroun occidental<sup>35</sup>. Elle est composée de différentes personnes de nationalité française et camerounaise travaillant pour les ministères du Budget, des Forces armées et de l'Économie nationale. Les responsables principaux sont Christian Joudiou, le directeur de la BCEAC ; le directeur de l'Office des changes, monsieur Koulé ; et deux publicitaires d'une agence parisienne, monsieur Pontremoli et monsieur Kahane.

L'ordre du jour de la commission porte principalement sur l'organisation technique de la propagande, la sécurité du transport ainsi que les modalités de l'échange des livres nigérianes. Malgré la brève période préparatoire, les services anticipent quelques problèmes politiques et socioéconomiques que poserait l'introduction du franc CFA. Le conseiller de la Banque d'Angleterre Kirbyshire met l'attention sur les marchés :

où l'on pourrait continuer à se servir des livres nigérianes, après que la livre nigériane aura perdu son pouvoir libérateur, sans que personne ne le sache. Il faudrait faire des voyages d'exploration sur les marchés locaux.

Et d'ajouter,

[qu']il y a des parties du pays accessibles que par bateau et [que] ces gens étaient des contrebandiers qui nous ne reçoivent pas à bras ouverts<sup>36</sup>.

Comme le pays bamiléké avait été encore récemment touché par les attaques aériennes et des massacres de l'armée française, la formulation « recevoir à bras ouverts » semble être un euphémisme et une banalisation

<sup>27</sup> Le Vine Victor (1971), *The Cameroon Federal Republic*, Ithaca, Cornell University Press, p. 32.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 40.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 43.

<sup>30</sup> Afana O., *L'économie de l'Ouest-Africain...*, *op. cit.*, p. 132.

<sup>31</sup> Le Vine V., *The Cameroon Federal Republic...*, *op. cit.*, pp. 36-38.

<sup>32</sup> Rubin N., *Cameroun, An African Federation...*, *op. cit.*, p. 184.

<sup>33</sup> BdF, 1466200601 AR338, Cameroun, Relations financières avec la France, Commission de travail sur l'introduction au Cameroun occidental de la réglementation des changes de la République fédérale du Cameroun, 22 mars 1962, p. 2.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p.6.

de la violence sur place. Cet exemple indique la vision très éloignée et paternaliste de ce groupe d'experts à la Banque centrale. D'autres inquiétudes émergent lors de ces discussions : la perméabilité de la frontière entre le Nigeria et le Cameroun, la fraude et la spéculation. Du point de vue du directeur de la Banque centrale, le français Christian Joudiou, « il n'y aura pas tellement matière à spéculation<sup>37</sup> ». Cependant, « la fraude peut consister à ouvrir un guichet d'échange qui ferait des opérations différentes du taux officiel » ou « des gens du Nigeria qui voudraient faire des spéculations sur le franc CFA et viendraient avec quelques milliers de livres pour les changer de façon tout à fait normale<sup>38</sup> ». Pour le directeur de l'Office de changes, on manque aussi de « prévoir dans l'ordonnance le cas de Camerounais qui diraient : On ne veut pas de cette monnaie, on va conserver les billets nigériens, car dans quelques semaines cette nouvelle monnaie disparaîtra<sup>39</sup> ». La Banque centrale s'intéresse avant tout à la monnaie qui circule dans les entreprises et les caisses publiques. Or, l'usage quotidien des gens ordinaires ou le rôle de l'économie non monétariste sont hors de leur agenda. Ce qui compte, c'est d'avoir une monnaie qui permette de stabiliser le commerce avec la métropole.

Néanmoins, les effets de la hausse des prix affectent toute la population ouest-camerounaise. Le dirigeant de l'UPC Abel Kingué dénonce le fait que l'unification représente une « escroquerie par les fantoches » et laisse l'économie « paralysée<sup>40</sup> ». Dans un discours, prononcé à la Conférence afro-asiatique au Caire en décembre 1957, Moumié critique la zone franc, qu'il perçoit comme une « perpétuation du pacte colonial, qui vise à créer deux économies dites "complémentaires", la métropole transformant les produits bruts d'outre-mer et réexportant dans ces mêmes territoires les produits manufacturés<sup>41</sup> ». Selon lui, la zone franc empêche le peuple « Kamerounais » d'exercer « librement le commerce avec les pays afro-asiatiques<sup>42</sup> ». Afana dénonce aussi la France et la Grande-Bretagne, qui « ont abusé de l'appartenance de plusieurs pays africains respectivement à la zone franc et à la zone sterling en gérant essentiellement à leur profit le pool commun des devises<sup>43</sup> ». Il critique par ailleurs le processus d'association des pays africains à la CEE, avec le traité de Rome en 1957 et la convention de Yaoundé en 1963, le taxant de « substitut du régime colonial<sup>44</sup> ». La liberté de circulation des biens et le droit d'établissement de douane pour protéger les industries des pays européens « tend à étouffer au berceau les industries des pays africains sans pour autant résoudre les problèmes de leurs balances commerciales<sup>45</sup> ».

Dans les années 1960, la région du Cameroun méridional est non seulement frontalière à la zone sterling et à la zone franc, mais elle l'est aussi à la « monnaie igbo », autrement dit les manilles, avec une diffusion régionale importante<sup>46</sup>. Piet Konnings montre que la nouvelle frontière monétaire est davantage un lieu de spéculation sur les taux de change, de rencontres entre institutions financières locales et d'absence de banques. La différence entre les taux de change officiels et « officieux » inquiète également les planificateurs de la réforme monétaire. En 1961, le taux de change officiel est de 692 francs CFA pour une livre sterling. Or, sur le marché non régulé, les habitants échangent parfois entre 800 et 1000 francs CFA contre une livre. De nombreux ouvriers paysans nigériens travaillent alors dans les *Southern Cameroons*, mais vivent au Nigeria, ce qui peut expliquer une préférence pour le *Nigerian Pound*.

Le gouvernement de Yaoundé considère en effet que cet échange monétaire doit être présenté comme une des étapes fondamentales de la réunification des deux Cameroun et comme le point de départ d'une nouvelle politique d'expansion économique grâce à laquelle le Cameroun occidental pourrait combler progressivement son retard par rapport au Cameroun Oriental.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 20.

<sup>40</sup> GARE, 9540 op.1 d.120, Lettre Kingué Abel, 28 avril 1962.

<sup>41</sup> GARE, 9540 op.1 d.5, Rapport sur le colonialisme par Moumié Félix, 26 décembre 1957.

<sup>42</sup> *Ibid.*

<sup>43</sup> Afana O., *L'économie de l'Ouest-africain...*, *op. cit.*, p. 135.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 190.

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 191.

<sup>46</sup> Ofonagoro Walter (1979), « From traditional to British currency in Southern Nigeria: analysis of a currency revolution, 1880-1948 », *The Journal of Economic History*, 39(3), pp. 623-654.

## Le développement national sur les nouveaux billets

En juillet 1959, le ministre des Finances camerounais, Charles Assalé, demande au directeur de la Banque centrale de préparer un nouveau billet de 100 francs illustrant « la situation nouvelle et témoign[ant] dès que possible de la souveraineté de notre État<sup>47</sup> ». Cette coupure est choisie « en raison de sa grande diffusion et de l'importance de sa circulation<sup>48</sup> ». À ce moment, le régime monétaire du Cameroun indépendant n'est pas encore déterminé, mais Assalé insiste déjà sur « l'intérêt psychologique<sup>49</sup> » d'un billet camerounais. On voit dès lors une volonté du gouvernement camerounais d'émettre des signes monétaires qui représentent la nation camerounaise. Pour une sociologie politique du franc CFA, il est crucial de s'interroger sur le pouvoir symbolique de cette iconographie. Pourquoi le gouvernement camerounais a-t-il choisi ces images ?

Le billet de 100 francs (figure 1) est illustré sur une face par le portrait de l'ancien gouverneur de l'Afrique équatoriale, Félix Éboué, et par une femme portant un canari sur sa tête. L'arrière-plan montre un village sahélien, tandis que sur la droite est dessinée une pirogue. Le revers du billet illustre une situation dans le port de Douala, avec deux véhicules et deux navires en train d'être chargés. À droite se trouve un homme âgé avec des représentations ethniques bamiléké. Le mélange d'un pays sahélien, de la scène au port de Douala et de l'homme bamiléké témoigne de manière explicite de la mosaïque politique que constitue la Fédération camerounaise. Néanmoins, bien que ces visuels traduisent la volonté de se rapprocher des réalités locales, ce nationalisme en images est conflictuel au Cameroun méridional. Dans cette région, l'identification à un groupe, à travers le registre ethnique (les Bamiléké) ou géographique (les *grassfield people*), pose problème, car il s'agit d'une région profondément marquée par les migrations et la complexité des politiques d'identification. Les Bamiléqués sont aussi le groupe le plus touché par la violence « contre-révolutionnaire » de l'armée française.

Le développement économique est le thème central de ces coupures<sup>50</sup>. Sur le revers des billets de 500 francs, les porteurs de bananes rappellent les stéréotypes coloniaux quant aux corps musclés associés au travail masculin. Par ailleurs, cette glorification du travail (surtout du travail masculin) et des transports dessine l'image d'une économie coloniale tournée vers l'exportation. Au moment de l'indépendance, Ahidjo a fait de l'agroindustriel un « élément fondamental du projet national unanimiste et fondé sur la mise au travail. La région anglophone est censée avoir une place importante dans le développement de l'industrie agricole<sup>51</sup> ». La culture cacaoyère, pilier de l'économie camerounaise des années 1950-1960, figure quant à elle sur le billet de 1000 francs. Le billet de 5000 francs (figure 2), la plus grosse coupure, montre un portrait d'Ahidjo en face de la Chambre des députés. Le décor permet de rapprocher le pouvoir présidentiel de celui des chefs traditionnels, notamment en associant Ahidjo aux fonctions politico-spirituelles des masques. Ce billet présidentiel est la clé de voûte de la personification de la nation autour d'Ahidjo. Son habit traditionnel foubé renvoie au prestige présidentiel côté face, tandis que le revers renvoie encore une fois à l'importance de l'agroalimentaire pour le développement économique du pays<sup>52</sup>.

Ces « images de l'État<sup>53</sup> » témoignent explicitement du clivage entre l'économie « moderne » et « traditionnelle ». Elles illustrent symboliquement ce que le franc CFA a consolidé matériellement : le drainage des ressources vers l'extérieur. Or, une très grande partie de l'économie camerounaise au début des années 1960 est très faiblement ou non monétarisée. Selon Marcel Yondo, le taux de l'autoconsommation au Cameroun oriental dépasse alors les 50 %<sup>54</sup>. Les billets ne circulent pratiquement pas hors des centres de production et des espaces urbains. Le « billet Ahidjo » est à l'époque le billet le plus rare qui circule dans les mains de riches commerçants bamiléké, haoussa, ou dans les réseaux commerciaux européens. Le reste de la population ne l'a probablement jamais eu sous les yeux. Ahidjo, loin d'être un homme du peuple, est dessiné comme une figure intouchable, décoré sur le billet avec la plus grande valeur nominale.

<sup>47</sup> BdF, 1466200601 AR338, Cameroun, Relations financières avec la France, Lettre de Assalé Charles au Directeur de la BCEAEC, 20 juillet 1959.

<sup>48</sup> *Ibid.*

<sup>49</sup> *Ibid.*

<sup>50</sup> Ahmadou Ahidjo (1963), *Contribution to National Construction*, Paris, Présence africaine, pp. 56-70.

<sup>51</sup> Vadot Guillaume (2014), « Un travail de pros. Réforme de la Sodecoton et redéploiement des formes de mobilisation du travail paysan en zone cotonnière dans l'Extrême-Nord au Cameroun », *Politique africaine*, 133(1), p. 48.

<sup>52</sup> Mafossi Joceline Clarisse (2019), « Genre et travail dans l'iconographie monétaire en circulation au Cameroun de 1945 à 2002 », *Images du travail, travail des images*, 6(7), p. 20.

<sup>53</sup> Mafossi J., « Genre et travail », art. cité, p. 20.

<sup>54</sup> Yondo Marcel (1970), *Dimension nationale et développement économique*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, p. 35.

Figure 1 : Billet de 100 francs

Source : American History Museum<sup>55</sup>.

Figure 2 : Billet de 5000 francs

Source : American History Museum<sup>56</sup>.

## « Are you a responsible citizen? »

La tension entre l'image d'une économie « moderne » et celle d'une économie « traditionnelle » se retrouve dans les visuels publiés en masse au moment de l'introduction du franc CFA au Cameroun anglophone. Dans une lettre à Georges Pompidou, le conseiller de la cellule Foccart, Hadengue parle de l'« authenticité des images » sur les billets et les pièces monétaires<sup>57</sup>. Cette authenticité est cependant loin des réalités économiques de la majorité des Camerounais. Les iconographies de l'économie coloniale ne représentent guère le quotidien de la population. La plus grande partie de cette dernière n'utilise même pas les « grands billets » de 100 francs ou encore de 5000 francs. Les pièces les plus usées sont celles de 5 et de 10 francs, car elles correspondent aux unités de vente des biens de consommation, tels que cinq cigarettes, dix morceaux de sucre ou un bol de mil<sup>58</sup>. Néanmoins, la Banque centrale cherche à donner une image populaire plus favorable au franc CFA en utilisant plusieurs outils publicitaires. Les agents de la Banque centrale des États de l'Afrique équatoriale et du Cameroun (BCEAEC) distribuent 60 000 prospectus (figure 3), 20 000 posters, 100 000 porte-cahier et 25 000 porte-monnaie à la population à partir de mai 1962<sup>59</sup>. On mobilise « les crieurs publics, les griots, les District Officers<sup>60</sup> » et même les pasteurs pour la publicité. De manière à toucher le plus grand public dans les différentes régions du Cameroun méridional, les spécialistes de la publicité se rapprochent de l'Éducation nationale à Buea pour cibler les élèves. La mobilisation des écoles

<sup>55</sup> National Museum of American History, 100 francs, Cameroon, 1961. En ligne, consulté le 8/3/2022. URL : [https://americanhistory.si.edu/collections/search/object/nmah\\_986676](https://americanhistory.si.edu/collections/search/object/nmah_986676).

<sup>56</sup> National Museum of American History, 5 000 francs, Cameroon, 1961. En ligne, consulté le 8/3/2022. URL : [https://americanhistory.si.edu/collections/search/object/nmah\\_1913996](https://americanhistory.si.edu/collections/search/object/nmah_1913996).

<sup>57</sup> AN, 5AG(F)/2878, 5AG(F)/2878, Problèmes monétaires, Note sur l'introduction du franc CFA au Cameroun occidental, mai 1962.

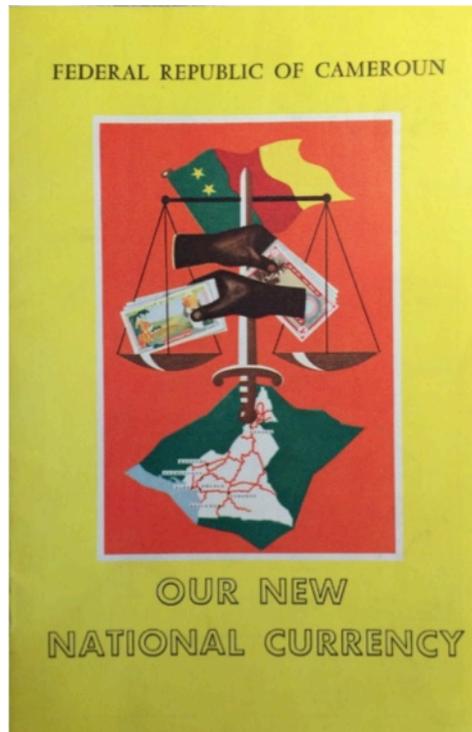
<sup>58</sup> Julienne R., Vingt ans d'institutions monétaires..., *op. cit.*, p. 46.

<sup>59</sup> *Ibid.*

<sup>60</sup> BdF, 1466200601 AR338, Cameroun, Relations financières avec la France, Commission de travail sur l'introduction au Cameroun occidental de la réglementation des changes de la République fédérale du Cameroun, 22 mars 1962, p. 7.

est un choix stratégique afin d'utiliser l'instituteur qui « est la personne la plus qualifiée, la plus propice<sup>61</sup> » pour expliquer l'importance morale de la monnaie. Dans les campagnes, les publicitaires lient le franc CFA à un devoir national.

Figure 3 : Page de couverture du prospectus « Our new national currency »



Source : Archives nationales de France<sup>62</sup>.

La première page de ce prospectus, titrée *Our New National Currency*, montre le drapeau de la République fédérale du Cameroun avec deux étoiles symbolisant les deux républiques fédérées, ainsi qu'une épée et une balance symbolisant la justice. L'arrangement se trouve en dessous de la carte camerounaise. Les armoiries ont été modifiées pour cette occasion, en ajoutant des billets de banque dans les deux mains. Les mains servent d'allégorie de la réunification du territoire qui est auparavant britannique et français. Le slogan figurant sur les posters, « *one country, one government, one flag and soon one currency* », a été déjà utilisé dans les campagnes électorales du Cameroon United Congress de Tandeng Muna et du Kamerun National Democratic Party en faveur de la réunification<sup>63</sup>. Le drapeau et le slogan sont des exemples par excellence du nationalisme « franco-camerounais » en élaboration. Il faut souligner le caractère performatif de ces représentations. Les symboles imposés par les nouveaux dirigeants deviennent des marqueurs de l'identité nationale. Toute l'iconographie de l'UPC, par exemple le crabe sur fond rouge qui constituait, en quelque sorte, le drapeau de la lutte populaire, est abolie et remplacée par ces nouveaux symboles<sup>64</sup>. Dans le discours introductif, Ahidjo parle du « *Camerounian Franc* » pour l'associer au nationalisme camerounais et ainsi contourner l'ancien nom du franc des « Colonies françaises d'Afrique » :

*It is obvious that financial and economic unification of the two provinces is conditioned by the introduction of a new national currency, to be used in both West and East Cameroun. It has therefore been decided that the old currencies will be replaced by a new monetary unit, the Camerounian franc. Our national currency, soon to be issued by the Banque Centrale, is based on the decimal system and will comprise both coins and notes. [...] If we all endeavor to make this operation a success, our national unity will be strengthened<sup>65</sup>.*

<sup>61</sup> *Ibid.*

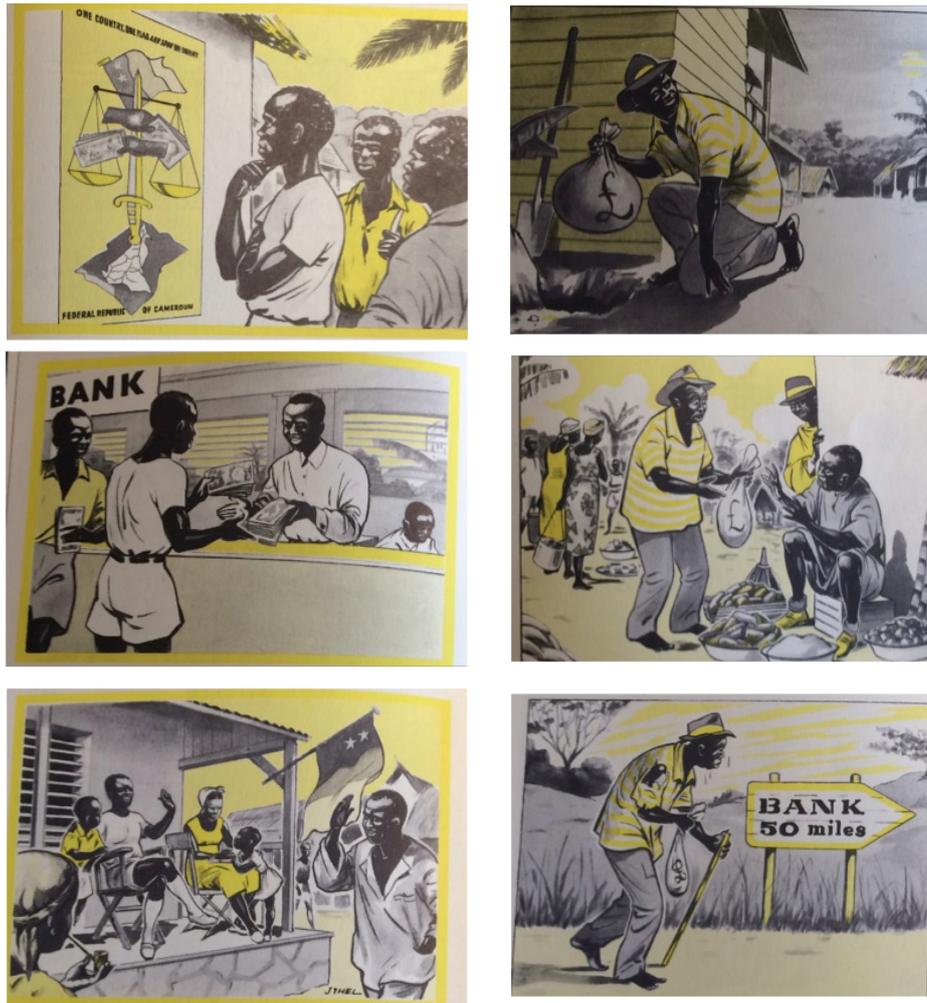
<sup>62</sup> AN, 5AG(F)/2878, Problèmes monétaires, Note sur l'introduction du franc CFA au Cameroun occidental, Prospectus « Our new national currency », mai 1962.

<sup>63</sup> Bayart J.-E., *L'État au Cameroun...*, *op. cit.*, p. 111.

<sup>64</sup> Um Nyobè Ruben (1989), *Écrits sous maquis. Notes et introduction par Mbembe Achille*, Paris, L'Harmattan, pp. 100-102.

<sup>65</sup> AN, 5AG(F)/2878, Dossier : Problèmes monétaires, Prospectus « Our new national currency », p. 5, mai 1962.

Figure 4 : « Are you a responsible citizen? »



Source : Archives nationales de France<sup>66</sup>.

Dans la bande dessinée intitulée *Are you a responsible citizen?*<sup>67</sup>, les agents de publicité Pontremoli et Kahane, engagés par la Banque de France, lient étroitement l'introduction du franc CFA à la citoyenneté. Les dessins servent à illustrer comment chacun peut contribuer à la construction de la nation. Utiliser le franc CFA devient un enjeu politique, une pratique citoyenne. D'un côté, le protagoniste Joseph est représenté comme un citoyen exemplaire qui suit attentivement la *monetary unification*. De l'autre côté, il y a un « *selfish, lazy and defiant citizen*<sup>68</sup> » qui fait tout le contraire de Joseph et « ne veut pas entendre parler de l'affaire, enterre son argent, le cache parce qu'il estime que cela ne le concerne pas<sup>69</sup> ». En bas de l'image, un texte récapitule les enjeux au centre de cette mise en scène :

1. Are you a good and responsible citizen like Joseph? Look at him. He studies carefully the posters and leaflets announcing the monetary unification. He knows that it is a national necessity and that everyone must do his duty.
2. Surely, you do not want to look like this selfish, lazy and defiant citizen! He criticizes the reform, although it will hasten the economic development of the country. He foolishly thinks himself smarter than everybody.
3. After Currency Day, Joseph goes to the exchange office – But he does not rush, in order to avoid waiting in queues. All the members of his family have entrusted him with their own cash, which will all be changed in one time.

<sup>66</sup> *Ibid.*

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>68</sup> *Ibid.*, p. 5.

<sup>69</sup> BdF, 1466200601 AR338, Cameroun, Relations financières avec la France, Commission de travail sur l'introduction au Cameroun occidental de la réglementation des changes de la République fédérale du Cameroun, 22 mars 1962, p. 2.

4. The foolish citizen is afraid that he will be robbed or cheated. Instead of following official instructions and the advice of his friends, he buries his money underground, thinking that he will be richer when the storm is over.
5. At the exchange office, Joseph waits patiently for his turn. Knowing that pennies and halfpennies cannot be exchanged in amounts of less than one shilling at a time, he will spend his few odd pennies while shopping in town.
6. One day, the foolish citizen finds nobody will accept his Nigerian money. Unfortunately, the mobile exchange office has already left the village. Then a stranger agrees to take his money – at an illegally low rate of exchange.
7. Joseph soon becomes familiar with the new money. In his shop, he helps his customers by writing all prices in both currencies. Let us follow his example, for these temporary difficulties and we are paving the way for a brighter future.
8. Our poor friend is now very unhappy! He has lost time and money, and he has himself only to blame for his troubles. Now he must travel many miles to the nearest town. Next time, he will listen to the advice of his friends.

Le narrateur s'adresse explicitement au lecteur avec des questions et appels collectifs. La narration, extrêmement moralisatrice, donne l'impression d'un discours politique plutôt que d'un texte d'information. Le ton est méprisante, si ce n'est insultant, pour décrire « *our poor friend* » ou « *the foolish citizen*<sup>70</sup> », alors présenté comme étant un frein au développement économique du pays. Cette dichotomie entre « bons » et « mauvais » citoyens rappelle la propagande coloniale de l'assimilation, mais aussi les caricatures en pays socialistes sur le « sage » et le « stupide » paysan. Concrètement, il semble que les services de publicité se soient inspirés de *Joseph*, un dessin apparu dans une campagne de l'United Africa Company (UAC) au Nigeria. UAC montrait l'aventurier détective Joseph comme un héros du nationalisme nigérian grâce aux bienfaits de la multinationale britannique<sup>71</sup>. Entre 1955 et 1956, l'UAC diffuse une publicité illustrée sur *Joseph's Holiday Adventure* dans le *Daily Times* au Nigeria<sup>72</sup>. Outre son nom, le style de cette publicité est également repris par la Banque centrale qui l'utilise à des fins similaires : illustrer la compatibilité de la nouvelle monnaie avec le nationalisme camerounais.

Pour différencier le « bon » du « mauvais » comportement, les dessins sur Joseph sont encadrés en jaune, tandis que ceux décrivant « le citoyen moins conscient de ses devoirs nationaux<sup>73</sup> » sont encadrés en noir. La physionomie de Joseph, un homme musclé, svelte, propre et moderne est opposée à un homme gros, le dos courbé, sale et sans chaussures. La représentation du « *muscular black nationalist*<sup>74</sup> » est fréquemment utilisée dans les dessins de presse et les publicités en Afrique de l'Ouest. Joseph porte des vêtements légers et blancs, une culotte et des chaussettes au genou, comme d'ailleurs le Joseph de l'UAC. Cette attitude uniforme présentée comme exemplaire et articulée à l'image du citoyen honnête et responsable est combinée avec la représentation de la famille nucléaire. Assis sur la terrasse de sa boutique – sur laquelle, notons-le, flotte le drapeau national –, Joseph s'amuse avec ses deux enfants et sa femme. À partir des années 1930, dans l'Empire français, la famille nucléaire fait partie d'une véritable idéologie du développement social<sup>75</sup>. Une famille « moderne » serait donc une famille avec deux enfants. Par ailleurs, les symboles de l'argent sont surdimensionnés dans plusieurs images. Probablement pour insister sur la monnaie comme thème central de cette campagne de propagande, Joseph tient d'énormes billets dans sa main. Le *foolish citizen* creuse un grand trou pour un sac gigantesque rempli de livres nigérianes. Contrairement à ce que le prospectus suppose, pour les habitants, habitués à l'usage d'une multitude de monnaies, le *hoarding* est une réaction logique aux changements monétaires. Jane Guyer rappelle que, en raison d'un manque de confiance, déposer son argent dans les banques ne fait pas sens pour le citoyen ordinaire au Nigeria dans les années 1970. Loin d'être vu comme un comportement irrationnel, épargner de l'argent « *in the roofs, the ground and tying our money around our waists*<sup>76</sup> » est une réaction face à l'instabilité des institutions financières.

<sup>70</sup> AN, 5AG(F)/2878, Dossier : Problèmes monétaires, Prospectus « Our new national currency », p. 5, mai 1962.

<sup>71</sup> Olaniyan Tejumola (2002), « Cartooning Nigerian anticolonial nationalism », in P. Landau et D. Kaspian, *Images and Empires: Visuality in colonial and postcolonial Africa*, pp. 124-140.

<sup>72</sup> *Ibid.*

<sup>73</sup> BdF, 1466200601 AR338, Cameroun, Relations financières avec la France, Commission de travail sur l'introduction au Cameroun occidental de la réglementation des changes de la République fédérale du Cameroun, 22 mars 1962, p. 5.

<sup>74</sup> Olaniyan T., « Cartooning Nigerian anticolonial nationalism », art. cité, p. 135.

<sup>75</sup> Barré Louise (2017), « Compter pour planifier : dénombrement de la population et "capitalisme d'État" en Côte d'Ivoire (1954-1967) », *Politique africaine*, 141(1), pp. 109-128 ; Savineau Denise (2007), *La Famille en A.O.F. : Condition de la femme*, Paris, L'Harmattan.

<sup>76</sup> Guyer Jane (2004), *Marginal gains: monetary transactions in Atlantic Africa*, Chicago, University of Chicago Press, p. 165.

À l'inverse de ce que tente de rendre ridicule ce prospectus, l'échange sur le marché noir, la transgression de la frontière et la spéculation sur les taux d'échange sans cesse fluctuants constituent des manières d'enrichissement, de mobilité sociale et d'émancipation pour beaucoup de gens<sup>77</sup>. Cette campagne a pour objectif de fixer une norme dans le champ monétaire. Dans le rapport ministériel, on oppose les « changeurs officieux<sup>78</sup> » à la campagne officielle. Les « éléments attardés ou allogènes de la population<sup>79</sup> » sont désignés comme des obstacles au développement du pays. Ce vocabulaire de l'ingénierie sociale du colonialisme sert ainsi à former une sorte d'*homo œconomicus* du franc CFA. L'image qu'on donne au franc CFA est celle d'une monnaie moderne, du développement et de la nation réunifiée.

\*\*\*

Dans son étude *Dimension nationale et développement économique*, l'économiste camerounais Marcel Yondo s'interroge sur le concept de la nation en Afrique centrale. Sa thèse souligne le problème central de l'intégration économique et culturelle auquel le Cameroun a été confronté : la nation. Comme nous avons pu l'observer aussi dans la mise en place du franc CFA,

deux économies coexistent à l'intérieur de chaque pays : l'économie monétaire, l'économie traditionnelle ; enfin le secteur traditionnel et le secteur moderne ne sont presque pas reliés par les flux des marchandises, du capital<sup>80</sup>.

Yondo constate qu'au Cameroun, comme dans le reste de l'Afrique centrale, il n'y a pas de véritable nation économique. La prédominance du secteur primaire et tertiaire ainsi que le déséquilibre régional font que « la nation économique reste à construire<sup>81</sup> ». La propagande pour l'introduction du franc CFA a montré l'ambivalence du nationalisme camerounais en période de décolonisation. Yondo observe que « l'absence de [l'âme nationale], de cet esprit qui constitue la nation, est évidente<sup>82</sup> ». Parmi ses recommandations pour « construire la nation d'une part et bâtir la région d'autre part<sup>83</sup> », il appelle à la création de banques centrales nationales. Cette idée est plus d'actualité que jamais. En 2018, un groupe de sécessionnistes dans les *Southern Cameroons* a créé une banque centrale d'Ambazonie ainsi que la cryptomonnaie AmbaCoin, avec l'espoir d'une plus grande souveraineté monétaire<sup>84</sup>. Bien que ces projets n'aient qu'une portée restreinte, ils montrent à nouveau la conflictualité entre la monnaie et la nation depuis les années 1960.

L'introduction conflictuelle du franc CFA au Cameroun méridional indique que le CFA ne s'oppose pas aux nationalismes africains des années 1960, mais a participé à la construction de la nation. Dans ce contexte, la monnaie et la nation ont été des outils néocoloniaux. Toutefois, on a pu constater, en insistant sur les discours critiques de l'UPC et les pratiques monétaires hors de l'économie « formelle », que l'iconographie du franc CFA apparaît caricaturale et mensongère. Ces iconographies montrent un régime économique d'extraversion soucieux de préserver les intérêts économiques de la métropole. Le franc CFA est loin d'être une « monnaie camerounaise », comme l'a déclaré Ahidjo en 1962.

Il est tout à fait compréhensible que le franc CFA soit devenu un symbole de contestation pour des mouvements sociaux contre la *Françafrique* ou le régime à Yaoundé, qui se mobilisent pour la cause anglophone aujourd'hui. Cette étude sur l'introduction du franc CFA en 1962 permet de revenir sur les conflits symboliques liés à la monnaie et la nation. Vu que le régime de Biya ne cesse de réprimer les mouvements sociaux dans les régions anglophones, il est important de souligner l'histoire de la violence des dispositifs économiques. Trouver des alternatives monétaires pourrait ainsi, aussi, contribuer à reconstruire la nation.

Robin Frisch  
Université de Bayreuth (Allemagne)

<sup>77</sup> Hibou Béatrice (2011), *L'anatomie politique de la domination*, Paris, La Découverte, pp. 155-170.

<sup>78</sup> AN, 5AG(F)/2878, Problèmes monétaires, Rapport Hadengue, mai 1962.

<sup>79</sup> *Ibid.*

<sup>80</sup> Yondo M., *Dimension nationale et développement économique...*, *op. cit.*, p. 33.

<sup>81</sup> *Ibid.*

<sup>82</sup> *Ibid.*, p. 34.

<sup>83</sup> *Ibid.*, p. 228.

<sup>84</sup> RFI, « Cameroun anglophone : les séparatistes lancent une cryptomonnaie, l'« ambacoin » », *RFI*, 24 décembre 2018. En ligne, consulté le 01/03/2022. URL : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20181224-cameroun-monnaie-ambazonie-ambacoin-crypto-virtuelle-anglophone>.

## Bibliographie

- AFANA Osendé (1966), *L'économie de l'Ouest-africain, Perspectives de développement*, Paris, Maspero, p. 135.
- AHIDJO Ahmadou (1963), *Contribution to National Construction*, Paris, Présence Africaine.
- BARRÉ Louise (2017), « Compter pour planifier : dénombrement de la population et “capitalisme d'État” en Côte d'Ivoire (1954-1967) », *Politique africaine*, 141(1), pp. 109-128.
- BAYART Jean-François (1979), *L'État au Cameroun*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- DELTOMBE Thomas, DOMERGUE Manuel et TATSITSA Jacob (2019), *Kamerun! : une guerre cachée aux origines de la Françafrique, 1948-1971*, Paris, La Découverte.
- EBOKO Fred et AWONDO Patrick (2018), « L'État stationnaire, entre chaos et renaissance », *Politique africaine*, 150(2), pp. 5-27.
- FEIERTAG Olivier (2020), La zone franc de 1945 à nos jours : échapper au triangle d'incompatibilité de Mundell, *Revue française d'histoire économique*, 14(2), pp. 38-49.
- FIELDING David (2005), *The Macroeconomics of Monetary Union: An Analysis of the CFA Franc Zone*, London, Routledge.
- FULLER Harcourt (2008), « Civitatis Ghaniensis Conditor: Kwame Nkrumah, symbolic nationalism and the iconography of Ghanaian money 1957—the Golden Jubilee », *Nations and Nationalism*, 14(3), pp. 520-541.
- FULLER Harcourt (2014), *Building the Ghanaian Nation-State: Kwame Nkrumah's Symbolic Nationalism*, Cham, Springer.
- GUYER Jane (2004), *Marginal gains: monetary transactions in Atlantic Africa*, Chicago, University of Chicago Press.
- HELLEINER Eric (2018), *The making of national money, Territorial Currencies in Historical Perspective*, Ithaca, Cornell University Press.
- HIBOU Béatrice (1995), « Politique économique de la France en zone franc », *Politique africaine*, 58, pp. 25-40.
- HIBOU Béatrice (2011), *L'anatomie politique de la domination*, Paris, La Découverte, pp. 155-170.
- JOSEPH Richard (1977), *Radical Nationalism in Cameroun: Social Origins of the UPC Rebellion*, Oxford, Clarendon Press.
- JULIENNE Robert (1988), *Vingt ans d'institutions monétaires ouest-africaines, 1955-1975 : mémoires*, Paris, L'Harmattan.
- LARMER Miles et BAZ Lecocq (2018), « Historicising nationalism in Africa », *Nations and Nationalism*, 24(4), pp. 893-917.
- MACHIKOU Nadine (2018), « Utopie et dystopie ambazoniennes : Dieu, les dieux et la crise anglophone au Cameroun », *Politique africaine*, 150(2), pp. 115-138.
- MAFOSSI Joceline Clarisse (2019), « Genre et travail dans l'iconographie monétaire en circulation au Cameroun de 1945 à 2002 », *Images du travail, travail des images*, 6(7), p. 20.
- MBEMBE Achille (1996), *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun, 1920-1960 : Histoire des usages de la raison en colonie*, Paris, Karthala.
- MÉDARD Jean-François (1977), « L'État sous-développé au Cameroun », *Année africaine*, pp. 35-84.
- MIGANI Guia (2008), *La France et l'Afrique sub-saharienne, 1957-1963 : histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance*, Berne, Peter Lang.
- OFONAGORO Walter (1979), « From traditional to British currency in Southern Nigeria: analysis of a currency revolution, 1880-1948 », *The Journal of Economic History*, 39(3), pp. 623-654.

- OLANIYAN Tejumola (2002), « Cartooning Nigerian anticolonial nationalism », in P. LANDAU et D. KASPIAN, *Images and Empires: Visuality in colonial and postcolonial Africa*, pp. 124-140.
- OROCK Rogers et GESCHIERE Peter (2021), « Decolonization, Freemasonry and the rise of 'homosexuality' as a public issue in Cameroon: The return of Dr Aujoulat », *African Affairs*, 120(478), pp. 26-56.
- PIGEAUD Fanny et NDONGO SAMBA Sylla (2018), *L'arme invisible de la FrancAfrique : Une histoire du Franc CFA*, Paris, La Découverte.
- SAVINEAU Denise (2007), *La Famille en A.O.F. : Condition de la femme*, Paris, L'Harmattan.
- STASAVAGE David (1995), *The political economy of monetary union evolution of the African Franc Zone, 1945-1994*, thèse non publiée, Cambridge, Harvard University.
- TERRETTA Meredith (2005), « "God of Independence, God of Peace": Village Politics and Nationalism in the Maquis of Cameroon, 1957-1971 », *The Journal of African History*, 46(1), pp. 75-101.
- TERRETTA Meredith (2013), *Nation of Outlaws, State of Violence: nationalism, grassfields tradition, and state building in Cameroon*, Athens, Ohio University Press.
- UM NYOBÈ Ruben (1984), *Le problème national kamerunais*, Paris, L'Harmattan.
- UM NYOBÈ Ruben (1989), *Écrits sous maquis*, Paris, L'Harmattan.
- VADOT Guillaume (2014), « Un travail de pros. Réforme de la Sodecoton et redéploiement des formes de mobilisation du travail paysan en zone cotonnière dans l'Extrême-Nord au Cameroun », *Politique africaine*, 133(1), pp. 45-67.
- VINAY Bernard (1988), *Zone franc et coopération monétaire*, Paris, Ministère de la Coopération.
- YONDO Marcel (1970), *Dimension nationale et développement économique*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence.